

« 15 % ? Mais c'est trop
cher ! »

Coût du crédit
et représentation
du temps en milieu
populaire à Dakar

Eveline BAUMANN

BIEN plus que dans l'hémisphère Nord, les individus d'un pays comme le Sénégal sont insérés dans un véritable lacs de dettes et de créances qui fait qu'ils obligent constamment leurs prochains tout en étant à leur tour obligés. La précarité de la vie matérielle n'explique que partiellement cette situation. Le souci de reproduire le système social et de resserrer les liens familiaux et amicaux au nom de la « tradition » joue un rôle central dans l'omniprésence de dettes et de créances.

C'est donc dans cet environnement où considérations matérielles et immatérielles sont étroitement imbriquées qu'il convient de replacer les prêts ayant – formellement – une finalité économique. Autrement dit, lorsqu'un opérateur économique sénégalais sollicite un prêt pour répondre à des besoins de trésorerie ou d'investissement dans une unité de production, il lui sera difficile de faire abstraction de certaines représentations spécifiques à sa société et *a priori* peu compatibles avec l'efficacité économique au sens occidental du terme.

Dans un contexte caractérisé par une tendance à la mondialisation des normes et à la prééminence de l'économique, cette situation engendre cependant un certain nombre d'incompréhensions entre bailleurs de fonds préoccupés par la normalisation, agents de l'État censés promouvoir le développement et populations peu enthousiastes par rapport aux solutions technocratiques.

client faisant le pied de grue devant ce guichet, où l'attente est d'habitude particulièrement pénible.

échéance plus ou moins lointaine, échéance étroitement liée au rythme des événements familiaux

et font l'objet d'une politique volontariste visant plus spécifiquement le monde féminin, les microentreprises et les unités informelles. Pour des

une raison ou pour une autre, ne peuvent pas (encore) se conformer aux textes. Quant au taux d'intérêt, elle renvoie à la législation en vigueur.

À PROPOS DE LA FORMATION DE PRIX DES PRÊTS

Commerçants musulmans et marge bénéficiaire

Il paraît instructif de s'interroger sur la manière dont les populations pensent le prix d'un prêt (BAUMANN, SERVET, 1996). Comme dans la plupart des langues d'Afrique subsaharienne, le wolof, langue la plus répandue au Sénégal, ignore la notion de taux d'intérêt ou plus exactement le taux d'intérêt se confond avec l'idée d'une marge qui revient au crédeur. Ainsi, ce dernier parlera de *bonofiss* (bénéfice) ou de *ngañaa* (gagner), qui doit être ajouté (*teg*) à la somme prêtée, alors que la notion du temps, elle, n'intervient qu'implicite-

étant, d'après les informations obtenues auprès des intermédiaires financiers, l'argument de l'interdiction du taux d'intérêt est très rarement invoqué par la clientèle musulmane.

Un tiens vaut mieux...

Si les entrepreneurs ont une préférence psychologique pour le présent, il est opportun de se référer au taux d'actualisation, ce taux que l'on applique au revenu à percevoir ou à une dépense à engager dans le futur pour connaître sa valeur actuelle. Pour les opérations économiques dans les économies occidentales, ce taux correspond soit au taux d'intérêt du marché, soit au taux interne de rentabilité, soit au taux préconisé par le Plan. Cela dit, dans la vie quotidienne, les individus font intervenir des paramètres plus personnels, auquel-

ment¹². En règle générale, lorsque le débiteur est commerçant, il connaît sa marge bénéficiaire; celle-ci est alors comparée au prix du prêt pour juger de son opportunité.

Le même mécanisme comparatif intervient lorsqu'un petit entrepreneur – qu'il soit commerçant, menuisier, cordonnier ou tailleur – se tourne vers des structures de type mutualiste ou vers des intermédiaires financiers de type semi-formel, c'est-à-dire ceux faisant appel au savoir-faire bancaire tout en s'inspirant de la finance informelle pour construire une relation de confiance avec leur clientèle¹³.

Selon la « formalisation » plus ou moins grande de la structure, est annoncé « ce qu'il faut ajouter en plus » ou bien le taux d'intérêt au sens classique¹⁴. Les prêts destinés à un fonds de roulement sont généralement accordés pour la période d'une

cas le taux est inférieur ou supérieur au taux formel. On sait que plus l'environnement économique et social est précaire, plus le taux d'actualisation sera élevé. Des estimations effectuées auprès d'étudiants de l'université Cheikh Anta Diop et auprès de cadres des secteurs public et privé vont effectivement dans ce sens. Ces catégories accordent à leurs revenus futurs un taux d'actualisation compris entre 100 et 250 % (LECOINTRE, 1993). Il apparaît donc que la forte préférence pour l'immédiat n'est pas propre aux seules couches démunies.

Des investigations menées tant en zone rurale qu'en milieu urbain confirment non seulement cette tendance, mais aussi l'idée selon laquelle le débiteur tient très peu compte du temps lorsqu'il s'agit d'attribuer un prix à un prêt (ATOBMS, 1991 : 34-35). Les enquêtes consistaient à deman-

se que dans le dernier cas le remboursement intervient au bout d'une année.

Cette préférence prononcée pour le présent – et la difficulté pour le petit entrepreneur de se projeter dans l'avenir – a des causes multiples qui concernent à la fois l'entreprise même et l'environnement dans lequel elle évolue : formation insuffisante, absence d'une comptabilité fiable, confusion fréquente entre fonds de roulement et budget familial, inexistence de réserves susceptibles d'être affectées au remplacement de l'équipement technique, précarité juridique quant à l'installation, absence d'appareil statistique approprié au marché de la petite entreprise, incertitude quant à la législation¹⁵, mainmise grandissante de l'État sur le milieu des petites entreprises¹⁶ et introduction de mesures au rythme des remaniements ministériels, etc.

Face à ces multiples aléas, les petits entrepreneurs ont tendance à adopter une stratégie anti-risque et, pour la bonne marche de leurs affaires, ils renoncent à une solution optimale, pour lui préférer une solution économiquement et socialement acceptable, d'où des engagements réversibles et permettant un grand nombre d'options futures

Il en est tout autrement pour l'endettement auquel donnent lieu des cérémonies comme le baptême et le mariage. Ces échanges s'inscrivent, eux, dans le long terme. La dette, contractée entre aînées, implique plusieurs générations, et son extinction peut intervenir au bout de plusieurs années seulement¹⁷, quitte à reprendre pour un autre cycle. Toute rupture de la chaîne de solidarité – provoquée par les cadettes soucieuses d'échapper à la « tradition » – empêche par conséquent les aînées de récupérer, avec un surplus ou non, la mise initiale¹⁸. Lors de ce jeu de dettes et de créances, une pluralité d'éléments interviennent, éléments qui comprennent non seulement l'économique, mais aussi l'ordre social, les normes culturelles, voire des principes religieux. C'est l'honneur qui commande le respect des règles implicites, respect que surveillent de près des griots annonçant publiquement la nature, voire la valeur, du présent. Dans une société où traditionnellement les sentiments sont entourés d'une grande discrétion, ces moments permettent d'annoncer publiquement l'importance accordée aux liens que l'on vient honorer. Comme il a été noté pour d'autres sociétés, « ce commerce est noble, plein d'étiquette et de générosité; [...] quand il est fait dans un autre

Or, la gratuité apparente d'un prêt peut avoir les mêmes effets en ce sens qu'elle constitue l'élément clé de la fidélisation du débiteur. Ce dernier

taculaires, initiatives créatrices de rentes, elles aussi. Le succès qu'enregistrent depuis quelques années au Sénégal et dans d'autres pays subsaha-

NOTES

1. Sénégalais de situation modeste, multipliant les démarches pour joindre les deux bouts et toujours désespérément à la recherche de la DQ, la « dépense quotidienne » correspondant à l'alimentation. Le *goorgoorlu* a été rendu célèbre par les dessins de T.-T. Fons reproduits dans l'hebdomadaire satirique *Le Cafard libéré*.

2. À partir du 10 de chaque mois, les banques accordent généralement un découvert qui est des deux tiers du revenu mensuel.

3. Voir aussi Ndiaye Sandane, Fall M'babess, Achebe, des auteurs

mie urbaine », *Année africaine 1992-1993*, Bordeaux, Centre d'étude d'Afrique noire, 1993, p. 323-332. Voir également SY, 1995.

12. Il en est d'ailleurs de même pour une grande partie des prêts accordés en milieu rural et remboursables après les récoltes, dont la date est également connue d'avance.

13. Des investigations ont été menées à Dakar, notamment auprès de l'ACEP, du projet PAME de la Médina, de la CAPECSI, de l'Abaced, etc., toutes des structures mutualistes ou en voie de le devenir, et auprès de promoteurs financés par elles. Que leur personnel soit remercié ici de leur grande disponibilité. Les investigations s'inscri-

ASSOCIATION
D'ECONOMIE
FINANCIERE

RAPPORT EXCLUSION ET LIENS FINANCIERS 1997

Ouvrage réalisé sous la direction de Jean-Michel Servet et David Vallat
dans le cadre du programme de recherche « Exclusion, Finance et Médiation sociale »,
développé par le centre Walras, l'ARAFDES, l'École d'architecture de Saint-Étienne et l'AEF,
et soutenu par l'Agence Rhône-Alpes des sciences sociales et humaines (région Rhône-Alpes)